

Le Québec, la crise et l'évaluation de programmes

Louis Côté
L'Observatoire de l'administration publique
École nationale d'administration publique

Le Québec, la crise et l'évaluation de programmes

- L'émergence et le déploiement de la crise au Québec
- Les actions gouvernementales pour contrer la crise
- La sortie de crise: ses défis et ses enjeux

L'émergence et le déploiement de la crise au Québec

- La crise financière
 - ▶ pas de crise financière autogène
 - ▶ les trois plus importantes institutions financières québécoises (CDPQ, Caisses Desjardins, Banque Nationale) fortement touchées par la débandade des PCAA
 - ▶ crise des liquidités et rétrécissement de l'offre du crédit
- La récession économique
 - ▶ diminution des exportations, de la demande interne et de la croissance
 - ▶ licenciements et chômage
- Le Québec, moins touché que d'autres provinces
 - ▶ une économie relativement diversifiée
 - ▶ un modèle économique et social porteur

Les actions gouvernementales pour contrer la crise

- Dans le domaine de la finance
 - ▶ limiter les dégâts liés aux PCAA: l'Accord de Montréal
- En matière de dépenses
 - ▶ investissements majeurs *just in time* dans les infrastructures publiques (42 milliards \$ sur 5 ans)
 - ▶ soutien à l'investissement dans les entreprises (prêts et garanties de prêts: IQ et SGF)
 - ▶ soutien à la rénovation domiciliaire (crédit d'impôt)
- En matière d'emploi
 - ▶ *Pacte pour l'emploi* et *Pacte pour l'emploi Plus*
- Une démarche
 - ▶ à dominante keynésienne (des mesures directes et ciblées)
 - ▶ qui s'inscrit dans la cohérence historique propre au modèle québécois de développement socio-économique

La sortie de crise

■ Les principaux obstacles à surmonter

- ▶ le « mal hollandais » et le retard en matière de productivité (10 % avec l'Ontario, 15 % avec les USA)
- ▶ le déficit budgétaire et la dette (retour à l'équilibre budgétaire en 2013)

■ Les enjeux

- ▶ la rationalisation des dépenses publiques et les risques de dégradation de la qualité des services publics et de l'action de l'État
- ▶ l'augmentation des revenus de l'État et les risques d'une fiscalité régressive et d'un affaiblissement de la solidarité

Conclusion

- Un retour à l'équilibre budgétaire qui renouvelle les services publics comme des investissements et qui fortifie l'intervention gouvernementale au lieu de l'anémier est tributaire de la capacité du gouvernement à instituer de nouveaux mécanismes d'évaluation de programmes, de mesure de la performance des administrations et de reddition de comptes
- Pour juger des besoins de financement et des économies possibles, le gouvernement doit avoir en main les données empiriques pertinentes et pouvoir s'appuyer sur des critères objectifs touchant la mise en œuvre et les effets des programmes

Le Québec, la crise et l'évaluation de programmes

Louis Côté
L'Observatoire de l'administration publique
École nationale d'administration publique